ASSEMBLÉE NATIONALE

5 février 2025

RENFORCEMENT DE LA SÛRETÉ DANS LES TRANSPORTS - (N° 636)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 76

présenté par

Mme Regol, Mme Arrighi, M. Amirshahi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Voynet, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, M. Roumégas, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier et M. Thierry

ARTICLE PREMIER

Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« III. – À titre expérimental, du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2026, lorsqu'ils procèdent à l'inspection visuelle des bagages, à leur fouille ou à des palpations de sécurité en application de l'article L. 2251-9 du code des transports, les agents des services internes de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens établissent un document indiquant le motif et les modalités du contrôle et permettant d'identifier l'agent l'ayant effectué. Ils en délivrent une copie à la personne ayant fait l'objet de la mesure.

« Le Gouvernement remet au Parlement, au plus tard le 1^{er} septembre 2026, un rapport d'évaluation de l'expérimentation. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Écologiste vise à expérimenter la mise en place du récépissé lors des inspections visuelles, fouilles et palpations de sécurité réalisées par les agents de la Sûreté ferroviaire et du GPSR. Il s'agit d'évaluer l'efficacité de ce dispositif dans la lutte contre les

contrôles abusifs et discriminatoires et de juger de la pertinence de son extension aux forces de sécurité intérieure, en particulier pour les contrôles d'identité.